# Dmitry Polyanskiy : L’architecture de sécurité défaillante de l’Europe a mené à la guerre

Dmitri Polianski est le représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l’OSCE. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy Me a Coffee : buymeacoffee. com/gdieseng GoFundMe : https://gofund.me/09ea012f Achetez les produits dérivés de Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du Pr Glenn Diesen : https://www.amazon.com /stores/author/B09FPQ4MDL

## #Glenn

Ravis de vous retrouver. Nous recevons à nouveau Dmitri Polianski, représentant permanent de la Russie auprès de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l’OSCE. Merci d’être de retour dans notre émission.

## #Dmitry Polyanskiy

Je vous en prie.

## #Glenn

On voit donc qu’il y a de gros problèmes dans l’architecture de sécurité paneuropéenne. L’OTAN et la Russie semblent se diriger vers un conflit plus large, voire vers une guerre. Sur le plan diplomatique, c’est le chaos. On est encore loin d’un règlement négocié. Et les gouvernements européens veulent une place à la table des négociations, mais ils ne semblent pas vraiment vouloir parler à la Russie. L’ OSCE a été créée en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, sur la base des accords d’Helsinki et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe. Elle devait jeter les bases d’une architecture de sécurité paneuropéenne inclusive, qui favoriserait une sécurité indivisible. Alors je me demandais : pourquoi ne joue-t-elle pas un rôle plus important ? Et au fond, dans la situation actuelle, est-ce qu’elle devrait en jouer un ?

## #Dmitry Polyanskiy

Eh bien, je pense qu’il serait naturel de s’attendre à ce qu’une organisation qui a les mots « sécurité » et « coopération » dans son nom joue un rôle ici. Mais c’est une question délicate. On pourrait

même philosopher un peu là-dessus. Comme vous l'avez dit à juste titre, elle a été créée en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, à une époque où l'on espérait vraiment qu'on allait vers un monde plus juste, avec de nouveaux dispositifs de sécurité. Certains espéraient que l'OTAN changerait ou disparaîtrait et qu'on aurait en Europe un nouveau système de sécurité pour tout le monde, y compris pour la Russie. Mais il s'est avéré ensuite que l'Occident ne voulait pas tenir les promesses qu'il avait faites.

Je crois que c'est une histoire très connue. Je n'ai pas besoin de vous en raconter les détails. Pour ce qui est de l'OSCE, les accords que vous avez évoqués sur la sécurité indivisible, qui est la colonne vertébrale de tout le système de l'OSCE, ont été balayés. À la place, on a fait passer avant tout le reste l'élargissement de l'OTAN sans le moindre obstacle et la liberté, sans aucune limite, de choisir ses alliances. Dans les faits, ça a conduit à une situation où les préoccupations de la Russie en matière de sécurité ont été complètement ignorées. À chaque étape, nos mises en garde n'ont pas été prises en compte comme elles auraient dû l'être. Et il y a eu plusieurs étapes avant qu'on en arrive là où nous en sommes aujourd'hui.

C'est comme ça que les choses se sont dégradées. Et cette organisation, qui a deux mots importants dans son nom, « sécurité » et « coopération », ne s'occupe pas vraiment de coopération en matière de sécurité. Tous les accords sur la transparence, les mesures de confiance et la maîtrise des armements sont tombés dans l'oubli. Aujourd'hui, elle fait partie de ce que j'appellerais la boîte à outils euro-atlantique de nos voisins occidentaux. Ils essaient de tirer le maximum de cette organisation, tout en ignorant les intérêts de la Russie et, dans un certain nombre de cas, en passant outre à la règle du consensus. Ça a des conséquences très graves, c'est le moins qu'on puisse dire, pour l'organisation et pour son avenir.

## #Glenn

Alors, je me demandais : dans ce scénario, que peut faire l'OSCE ? Après la guerre froide, un reproche qu'on lui faisait souvent, c'était d'avoir été mise à l'écart, tandis que l'Union européenne et l' OTAN, qui sont des blocs fermés, prenaient les rênes de la sécurité européenne. On lui reprochait d' avoir fini par se concentrer presque uniquement sur les questions de droits de l'homme à l'est de Vienne. Mais est-ce que vous voyez un rôle pour l'OSCE, telle qu'elle est aujourd'hui, dans le conflit en Ukraine ? Je veux dire, il y a beaucoup de questions qui touchent aux droits de l'homme, notamment aux droits des minorités. Ou est-ce que vous trouvez qu'elle est trop sélective ? Quelles chances a-t-elle, selon vous, de jouer un rôle, au moins dans le domaine des droits de l'homme ?

## #Dmitry Polyanskiy

Eh bien, l'avenir de l'OSCE est sombre, c'est le moins qu'on puisse dire. Et je pense que tout le mérite en revient à l'organisation elle-même et à ses États participants qui font partie de l'Union européenne et de l'OTAN. Encore une fois, les attentes étaient grandes. On espérait que l'OSCE deviendrait un véritable cadre pour des accords de sécurité qui mettraient tout le monde sur un pied

d'égalité, y compris la Russie. Mais ces espoirs ne se sont pas concrétisés. Et je pense que vous avez bien posé le problème, Glenn, parce que cette organisation a déjà joué un rôle dans cette crise. Et ce rôle a été négatif, parce qu'elle a complètement oublié l'une de ses missions — la prévention des conflits — alors que les problèmes entre la Russie et l'Ukraine s'accumulaient. Nous avons averti à plusieurs reprises que l'organisation faisait fausse route. Elle dispose pourtant de mécanismes qui, dans l'ensemble, sont tout à fait adaptés à cette mission.

Par exemple, ils ont un haut-commissaire pour les minorités nationales, dont le mandat est précisément de suivre la situation, de formuler des recommandations et de faire appel à la diplomatie discrète pour éviter que des conflits n'éclatent. Ça peut être très efficace. Mais le problème, c'est que le rôle du haut-commissaire, qui est crucial pour prévenir les conflits entre pays voisins, a été complètement dénaturé : il ne s'agissait plus que de critiquer les pays d'Europe de l'Est et, en quelque sorte, de leur faire la leçon. Voilà quelle était la réalité. Quand nous avons essayé de signaler, par exemple, un certain nombre de violations tout à fait flagrantes des droits des russophones dans les États baltes, personne n'en a tenu compte. Nous avons aussi parlé du genre d'État que l'Ukraine était en train de devenir. C'était une évolution très dangereuse, qui allait inévitablement poser des problèmes à nous tous, et surtout aux Russes.

Elle a ignoré nos avertissements. La Russie a fait part de ces préoccupations à plusieurs reprises, dans des lettres ou des déclarations. Nous avons fait tout ce que nous pouvions, mais l'organisation est restée totalement sourde et aveugle à ce qui se passait. Dans un certain nombre de situations, on a appliqué de façon flagrante la politique du deux poids, deux mesures. Comme vous le savez, l'OSCE repose sur trois piliers, ou trois « corbeilles », comme certains les appellent. Le premier, c'est la sécurité. Le deuxième, c'est l'économie et l'environnement. Et le troisième, ce sont les droits de l'homme. Ils sont tous importants et découlent tous de l'Acte final d'Helsinki et des engagements pris par l'ensemble des États. Et je le répète, tout est là. Tout figure dans l'Acte final d'Helsinki. Si nous l'avions appliqué à la lettre, ou si nous avions au moins agi dans son esprit, nous aurions évité bien des problèmes.

Mais l'Occident collectif traite l'Acte final d'Helsinki comme une liste de courses : « Ça, on veut bien l'acheter, mais ça, non. » D'ailleurs, c'est exactement comme ça que l'Occident traite la Charte des Nations unies. Il y a beaucoup de ressemblances. Ils prennent ce qui les arrange. Ils retiennent ce qu'ils jugent bon pour eux et laissent de côté ce qui les gêne ou ce qui va de pair avec d'autres dispositions. Ça n'a aucun sens d'appliquer un principe sans tenir pleinement compte des autres principes qui y sont liés, et tout le monde le sait. Mais ce petit jeu a duré des années, voire des décennies, et c'est ce qui nous a amenés là où nous en sommes aujourd'hui. Et à l'heure actuelle, on voit très mal quel rôle l'OSCE pourrait jouer. Elle est complètement contournée. Elle ne participe à aucune négociation et, je dirais, elle ne contribue même pas à jeter des ponts. Même au sens très large du terme, je ne peux pas dire que l'OSCE joue un rôle, parce qu'elle a été monopolisée par les pays occidentaux.

Ils tordent les règles à leur avantage. Aujourd'hui, dans un certain nombre de situations, ils passent outre à la règle du consensus et cherchent à faire de l'OSCE une arme contre la Russie, à en faire un instrument de plus dans la guerre hybride qu'ils mènent contre mon pays. Au lieu de ça, ils devraient s'en tenir au mandat de l'organisation et s'en servir pour bâtir un cadre qui profiterait à tout le monde, y compris à ces États. Ce cadre nous aiderait à régler les problèmes actuels et à en éviter de nouveaux. Tout est là. Tout figure dans les documents de l'OSCE, dans la déclaration d'Istanbul et dans celle d'Astana. Tous les principes de la sécurité indivisible y figurent. Tous les beaux discours ont déjà été prononcés. Mais maintenant, il est temps de tenir parole. Et c'est précisément là que le bât blesse pour les Occidentaux. Ils ne veulent retenir que ce qui les arrange.

Ils veulent s'en tenir à une seule chose : la liberté de choisir ses alliances. Mais ils font complètement abstraction du principe de l'indivisibilité de la sécurité, qu'ils mettent à mal en considérant que cette liberté n'a aucune limite. Alors, pour répondre à votre question, Glenn, je ne pense pas que l'organisation ait un rôle à jouer dans ce processus. Et je ne pense pas non plus que son expérience récente plaide en sa faveur, parce que tout le monde sait comment l'OSCE s'est comportée, à travers sa mission spéciale d'observation, après la signature des accords de Minsk. Tout le monde s'attendait à ce que l'organisation soit un intermédiaire impartial, un observateur impartial. Mais maintenant qu'on connaît toutes les circonstances, il est assez clair que l'OSCE n'était qu'un pion de plus, un outil de plus dans la boîte à outils de l'Occident, dans ce jeu qui a commencé en deux mille quatorze. Les accords de Minsk faisaient partie de ce jeu. C'était un écran de fumée pour armer l'Ukraine et la préparer à un conflit avec la Russie.

## #Glenn

Je pense que la critique qu'on entend souvent à propos de tout ce processus, des accords d'Helsinki jusqu'à l'OSCE, c'est qu'il repose sur deux principes qui peuvent sembler contradictoires. D'un côté, il pose le principe d'une sécurité indivisible : un camp ne devrait donc pas renforcer sa sécurité au détriment de l'autre. En même temps, il dit que chaque État est libre de choisir ses propres orientations en matière de politique étrangère. Alors, vous voyez, quand on parle par exemple de l' adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, les Russes peuvent dire : « Eh bien, ça viole le principe de la sécurité indivisible. » Et si la Russie s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, les pays de l'OTAN peuvent dire : « Eh bien, ça va à l'encontre du droit de l'Ukraine de faire ses propres choix en matière de sécurité et de politique étrangère. »

Cela dit, il me semble que ces deux principes ne sont pas forcément incompatibles. Si l'OTAN et la Russie concluaient un accord selon lequel l'OTAN ne proposerait pas à d'autres pays d'adhérer, vous savez, au nom du principe de la sécurité indivisible, et si les deux parties cherchaient à harmoniser leurs efforts d'intégration, alors on pourrait surmonter ce problème. Seulement, avec cette politique de la porte ouverte, où tout le monde peut adhérer, on a l'impression que le problème entre l'OTAN et la Russie est devenu, au fond, un problème entre la Russie et l'Ukraine. Mais maintenant, on entend la Russie dire que, pour mettre fin à la guerre, il faut s'attaquer à ses causes profondes.

Et corrigez-moi si je me trompe, mais du point de vue de la Russie, la cause profonde, c'est que l'élargissement de l'OTAN a réintroduit une logique de blocs où ce que l'un gagne, l'autre le perd, et a sapé le principe de la sécurité indivisible. En fait, ça a défait l'idée même qui sous-tendait l'OSCE : celle d'une architecture de sécurité inclusive, fondée sur l'indivisibilité de la sécurité. À votre avis, qu'est-ce que ça implique concrètement en termes de cadre institutionnel ? Est-ce qu'on peut relancer l'OSCE ou est-ce qu'il faut inventer autre chose, vu le rôle un peu étrange qu'elle a joué ces dernières années ? Comme vous le dites, la Russie y voit désormais surtout un outil de l'Occident, plutôt qu'une architecture de sécurité.

## #Dmitry Polyanskiy

Eh bien, franchement, je ne pense pas qu'on en soit au stade où on peut entrer dans tous ces détails. En théorie, tout est possible. L'OSCE n'est pas tout à fait morte. Elle est dans le coma, oui, mais elle n'est pas tout à fait morte. En théorie, on pourrait la ramener à la vie, à condition qu'il y ait de la bonne volonté. Et, là encore, à condition qu'il y ait de la bonne volonté, on pourrait créer un nouveau cadre. Peut-être qu'il donnerait de meilleurs résultats et fonctionnerait plus efficacement que l'OSCE. Qui sait ? Mais dans les deux cas, il faut de la bonne volonté. Et pour l'instant, il n'y en a pas. Il n'y a pas de confiance. Il n'y a que de la méfiance. Et les problèmes s'accumulent.

## #Glenn

Et on ne voit pas quand cette situation prendra fin.

## #Dmitry Polyanskiy

Malheureusement, on n'en est pas encore là. Vous avez commencé par évoquer la perspective d'une nouvelle guerre. Franchement, je ne pense pas qu'elle soit loin, et c'est une perspective bien réelle. Certains sous-estiment peut-être à quel point elle est réelle, mais le régime de Zelensky a intérêt à faire durer la guerre, parce que sa survie et sa prospérité en dépendent vraiment. Si la guerre s'arrête, tout s'arrête. Ils ne pourront plus piller leur pays. Ils ne pourront plus envoyer leurs compatriotes au front, dans ce hachoir à viande qui n'a absolument aucun sens. Pour eux, tout repose sur la guerre. C'est pour ça qu'ils la font durer, et ils aimeraient y impliquer directement d'autres acteurs.

Je pense que le plus grand rêve de Zelensky et de ses acolytes, c'est de voir éclater au plus vite un affrontement direct entre l'OTAN et la Russie. Et ils font tout pour que ça arrive. Vous savez, on nous a récemment signalé que certains de nos navires avaient été attaqués en mer Baltique et en Méditerranée. C'est clairement une provocation. Et ce qui est encore plus provocateur, c'est que, même si je n'en ai pas beaucoup entendu parler, les déclarations que j'ai entendues du côté de la Finlande, par exemple, semblent approuver les actions de l'Ukraine. Ils disent que l'Ukraine a le droit de riposter en s'en prenant à des navires pacifiques dans des eaux neutres. Mais dans bien des

conflits, c'est un casus belli. Alors oui, on en est vraiment tout, tout près, et Zelensky fait tout ce qu' il peut pour nous précipiter dans cet abîme qu'on aperçoit déjà de là où on est.

La question, maintenant, c'est de savoir quoi faire de tout ce gâchis et comment renouer le dialogue entre l'Occident et la Russie. Quelle forme ça prendrait ? Est-ce que ça passerait par l'OSCE ? Ou par un autre cadre ? Personnellement, je pense que les Nations unies devraient jouer un rôle dans ce processus à un moment donné, mais je peux me tromper. Pour l'instant, personne n'a de réponse claire à cette question. Mais je pense que tous ceux qui veulent vraiment contribuer à la paix doivent trouver un moyen de mettre fin à cette folie pure en Europe : toute cette militarisation, tous ces préparatifs en vue d'une guerre avec la Russie, une guerre que la Russie n'a jamais déclarée et n'a jamais voulu déclarer. Les dirigeants de mon pays l'ont dit à plusieurs reprises, y compris le président Poutine lui-même. Je pense que c'est là-dessus qu'il faut se concentrer en priorité, pour l' instant. Quant à la forme que ça prendra, je pense qu'on la trouvera.

## #Glenn

Mais tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'établir la paix, il semble qu'il nous faille aussi trouver un moyen de gérer le conflit. Et je crois que c'est là que réside l'un des principaux dangers aujourd' hui. Vous avez évoqué les attaques contre ces navires russes. Ça fait maintenant presque cinq ans qu'on mène cette guerre par procuration, et dans toute guerre par procuration, il y a des règles tacites. Depuis quatre ans et demi, on assiste à une escalade progressive, et les règles sont sans cesse réécrites pour permettre d'aller encore plus loin. Mais les attaques contre le cargo russe en mer Baltique et contre les navires de guerre russes au large de la Libye, c'est tout autre chose. À quels dilemmes ces attaques placent-elles la Russie aujourd'hui ? Est-ce une question de savoir où les Ukrainiens ont déployé leurs armes ? De savoir qui leur fournit les renseignements ? D'une éventuelle implication directe de l'OTAN ? Quels sont les enjeux, ici ? Parce que, encore une fois, on n'a même pas l'air d'avoir de règles du jeu claires sur la façon dont cette guerre par procuration est censée se dérouler.

## #Dmitry Polyanskiy

Eh bien, je pense qu'on a beaucoup d'informations. On en sait beaucoup sur ce qui se passe. On sait d'où viennent ces armes : les drones, les missiles et tout ce matériel. C'est naïf de croire que les Ukrainiens produisent tout ça. On sait que c'est produit ailleurs, surtout en Grande-Bretagne, et que la Grande-Bretagne est derrière bon nombre des opérations de renseignement que les Ukrainiens revendiquent. Je pense que c'est un secret de Polichinelle.

Je pense aussi que cette situation pose un défi, et pas seulement à la Russie. Nous faisons preuve de la plus grande retenue. Peut-être que personne en Europe ne voit les choses comme ça, mais si on regarde la situation sous un autre angle, on peut imaginer comment la Russie aurait déjà pu riposter. Franchement, elle a toutes les raisons de le faire, mais nous avons su faire preuve de retenue. Mais qu'en est-il des pays méditerranéens, par exemple ? Des Grecs, des Turcs, des

Espagnols ou des Italiens ? Certains éléments laissent maintenant penser que ces drones navals, par exemple, venaient d'Albanie, et non de Libye même. J'ai lu un article qui affirmait que c'était le cas. Il y a tellement de pays impliqués.

On attribue ça aux Ukrainiens, mais en réalité, ce n'est pas une opération ukrainienne. C'est l' opération de quelqu'un d'autre. Et c'est un nouveau palier dans l'escalade. Je pense qu'il est très important de se rendre compte qu'on franchit un nouveau palier dans l'escalade. Et si vous vous souvenez de la façon dont les événements se sont déroulés, ce sont surtout les États-Unis et la Russie qui ont relancé le processus, avec des négociations à trois auxquelles participait l'Ukraine et une rencontre à Shenzhen. On avait bon espoir que ça nous permettrait au moins de nous entendre sur les grandes lignes de la façon dont on allait coexister, et que ce serait un bon point de départ pour la suite des discussions.

Les Américains soutiennent l'idée d'une architecture de sécurité européenne. Nous acceptons cette idée, et nous disons que nous sommes prêts à agir dans ce sens. Et comment Zelensky réagit-il ? Rappelons les faits. À la veille du sommet de Shenzhen, il lance une attaque massive contre le pont de Crimée. Cette attaque a nécessité des mois de préparation. Elle a été menée avec l'aide de services de renseignement et de spécialistes étrangers, et c'est une entreprise néerlandaise qui a fourni les missiles. C'est donc une opération conjointe. Ce n'est pas une opération ukrainienne. C'est en fait une opération de l'OTAN. La Russie et les États-Unis proposent une ouverture, une façon peut-être de sortir du bourbier dans lequel nous sommes, et Zelensky répond par l'escalade.

Et on voit bien la surenchère dans les propos du président Poutine : désormais, il est hors de question d'accepter le moindre cessez-le-feu, qu'il soit local, qu'il concerne les infrastructures ou quoi que ce soit d'autre. Zelensky a donc anéanti ces espoirs avec son action absolument irréfléchie en Crimée. Et bien sûr, il y aura une riposte très sérieuse. En fait, elle est déjà en cours, et tous les Ukrainiens en ressentent les effets en ce moment même. Maintenant, on entend dire que l'Europe pourrait engager des discussions directes avec la Russie. C'est hypothétique, bien sûr. Il y a beaucoup de « si », et bien des choses restent floues. Mais au moins, il y a des voix qui s'élèvent en Europe pour dire : « Il faut qu'on parle à la Russie, sinon notre destin se décidera sans nous », blablabla. Vous connaissez la chanson. Et quelle est la réponse de Zelensky ?

Il s'en prend à deux de nos navires, l'un en mer Baltique, l'autre en Méditerranée. Et non seulement il les attaque, mais en plus, il s'en vante. Il reconnaît maintenant ouvertement que c'était une opération des services spéciaux ukrainiens. Encore une fois, je dirais qu'il est très peu probable, et c' est le moins qu'on puisse dire, que l'Ukraine soit capable de mener seule ce genre d'opération. Elle a reçu de l'aide, c'est certain. Mais ça, c'est une autre réponse. Donc, au lieu de soutenir des pourparlers directs entre l'Europe et la Russie, Zelensky répond une fois de plus par l'escalade. Je pense que c'est le signe le plus clair qui soit que la paix ne l'intéresse pas. Quelle serait la troisième étape ? Qu'est-ce qu'il va encore inventer ? D'après certaines informations, l'oblast de Kaliningrad était visé.

J’ai lu hier que deux drones auraient été détectés. Comment des drones pourraient-ils atteindre l’ oblast de Kaliningrad sans survoler la Pologne, la Lituanie ou un autre pays ? C’est impossible. On peut donc se demander à quoi pourrait ressembler une troisième étape de l’escalade. La Russie a déclaré à plusieurs reprises que, si la sécurité de l’oblast de Kaliningrad était en jeu, nous envisagerions toutes les ripostes prévues par nos doctrines. On est donc à un tournant extrêmement dangereux. Zelensky fait tout ce qu’il peut pour torpiller, pour saboter tous les efforts de paix, qu’ils viennent des États-Unis et de la Russie, ou même de ceux qui, en Europe, réfléchissent à la paix. Il le fait par ses provocations et en essayant d’entraîner directement l’OTAN dans un conflit militaire avec la Russie. C’est comme ça que je vois les choses.

## #Glenn

Je trouve quand même intéressant de voir à quel point le discours change. Le onze novembre, j’ai vu que Mark Sedwill, l’ancien conseiller britannique à la sécurité nationale et ancien secrétaire du cabinet, soutenait que l’OTAN était une alliance défensive, mais que la meilleure défense, c’était l’ attaque. Voilà donc, semble-t-il, la nouvelle définition d’une alliance défensive. Mais le discours est de plus en plus hostile. On retrouve le vieux débat : faut-il ou non entrer en guerre ? Mais l’opinion publique y est très réticente. On dirait qu’ils n’ont pas encore préparé la population à la guerre. — Vous savez, Glenn, si je peux me permettre d’intervenir, ce qui est intéressant, c’est qu’on a justement eu cette discussion au Conseil permanent à propos de…

## #Dmitry Polyanskiy

Ce discours selon lequel l’OTAN serait une alliance défensive a pas mal de succès auprès de mes collègues du Conseil permanent de l’OSCE. Ils nous l’ont ressorti quand des débris sont tombés sur des ambassades étrangères à Kiev. Ils ont aussi affirmé que c’était une attaque offensive de la Russie, et tout ça. Je leur ai donné un exemple de ce que ça donne quand on vise délibérément une ambassade : en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, l’OTAN a tiré cinq missiles sur l’ambassade de Chine à Belgrade, tuant trois diplomates. Ça, c’est viser délibérément une cible. Et ça, une alliance défensive ne le ferait jamais, c’est sûr. Alors, bien sûr, c’est hypocrite. Et on le connaît tous, ce refrain creux sur l’OTAN qui serait une alliance défensive.

## #Glenn

Oui, je m’en souviens, parce qu’en fait, j’étais dans l’armée en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Je me souviens qu’Henry Kissinger avait fait remarquer que l’attaque contre la Yougoslavie avait eu lieu douze jours après la première vague d’élargissement de l’OTAN. Ce qu’il disait, c’est que les Russes craignaient vraiment que l’OTAN prenne, de fait, la main sur la sécurité européenne et se place au-dessus de l’ONU. Et il a dit : « Eh bien, maintenant, on ne peut plus rassurer les Russes en leur disant que l’OTAN est une alliance défensive, parce que, de toute évidence, cet argument ne tenait plus dès lors que l’OTAN avait attaqué la Yougoslavie. »

Mais on dirait que ce discours perdure, longtemps après la Yougoslavie, la Libye, et ainsi de suite. Une toute dernière question : comment voyez-vous le risque d'une nouvelle escalade ? On a entendu beaucoup de déclarations enthousiastes sur la possibilité de frappes en profondeur en Russie. On a vu les pays scandinaves se mettre davantage à la disposition des États-Unis et du Royaume-Uni. Pensez-vous que la Russie pourrait maintenant riposter d'une manière ou d'une autre ? Parce que, d' après ce que j'ai entendu à Moscou, on craint que l'OTAN ait pris la retenue de la Russie pour de la faiblesse. Est-ce que, selon vous, la Russie pourrait se préparer à franchir un nouveau palier dans l' escalade ?

## #Dmitry Polyanskiy

Je ne me lancerais pas dans des hypothèses pour l'instant. Je reste optimiste. C'est dans ma nature. Mais franchement, il y a de moins en moins de raisons d'être optimiste, ou même d'avoir une vision réaliste et positive des choses, disons. Tout ce qui se fait nous pousse vers un affrontement direct, et ça ne vient pas de chez nous. Nous ne faisons que riposter. Nous essayons simplement de trouver un moyen de répondre. Je ne sais pas. Beaucoup de gens dans mon pays, dont certains occupent des postes très importants, estiment que notre réponse devrait être plus ferme. Mais bien sûr, ça nous mène au bord de la guerre nucléaire, et c'est peu dire. Et aujourd'hui, il est très difficile de dire où se situe la limite. Elle est tellement floue qu'on a du mal à savoir ce qui pourrait être considéré comme un casus belli et ce qui pourrait marquer le début d'une guerre à part entière.

Je pense que les gens en Europe qui disent et font ces choses pour nous provoquer encore davantage sont très irresponsables. Cette stratégie n'a vraiment aucune chance de réussir. Soit elle nous mènera à un conflit nucléaire — c'est peut-être leur but —, soit il faudra que des gens plus responsables accèdent à des postes où se prennent les décisions. Je veux dire des gens capables de réfléchir à un programme constructif pour les relations entre la Russie et l'Occident et de trouver une formule qui pourrait nous aider. Malheureusement, dans la plupart des pays, les élites occidentales actuelles sont incapables non seulement de faire preuve de créativité, mais aussi, je dirais, de penser sans russophobie. Cette russophobie leur a complètement empoisonné l'esprit. Ils ne savent pas penser autrement.

Mais leur raisonnement repose sur la haine de la Russie, et ils voient ça comme un jeu à somme nulle : si la Russie gagne, l'Europe perd. Ils ne voient pas de juste milieu, aucune possibilité de compromis. Et il faut aussi garder à l'esprit que ce projet anti-russe, qui est en cours en Ukraine depuis au moins deux mille quatorze, c'est leur projet fétiche. Les élites qui sont actuellement au pouvoir dans la plupart des pays européens ont confirmé leur soutien à ce projet. C'est pour ça qu' elles ne peuvent pas le dénoncer sans perdre la face. Elles ne peuvent accepter aucune autre logique. Elles pensent que ce régime absolument odieux, qui est au pouvoir en Ukraine, doit survivre. Et je pense que c'est le plus gros obstacle à la paix, plus gros encore que la difficulté de trouver une formule pour assurer la sécurité de l'Ukraine, ou quoi que ce soit d'autre. La question clé, c'est de savoir ce que va devenir l'Ukraine et ce qu'il adviendra de ses politiques absolument inhumaines à l'égard de la population russophone.

En fait, sous Zelensky, ce pays est devenu une dictature, un camp de concentration. Ce n'est pas mon impression, c'est celle de beaucoup d'Ukrainiens qui prennent aujourd'hui la parole, parfois même ouvertement. C'est la question centrale, et je pense qu'elle sera peut-être encore plus difficile à régler que la crise de sécurité à laquelle nous sommes confrontés. Ces alliés européens se sont tellement engagés à soutenir le régime de Zelensky. Comment pourraient-ils changer de cap du jour au lendemain et faire les changements nécessaires pour revenir à une politique plus normale et accepter la situation telle qu'elle est ? Malheureusement, avec les dirigeants européens actuels, on a du mal à imaginer que ça arrive, et je trouve ça très dangereux.

## #Glenn

J'ai discuté il y a quelque temps avec George Beebe, l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA. Il m'a fait remarquer qu'une bonne partie de ce que demandent les Russes figure déjà dans les accords existants. Ça concerne notamment le principe de l'indivisibilité de la sécurité et la question du rétablissement des droits fondamentaux des russophones en Ukraine. Une bonne partie de ces points est déjà couverte par des textes et des dispositifs qui vont des accords d'Helsinki à la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en passant par le cadre de l'OSCE. On devrait donc pouvoir trouver un terrain d'entente sur des questions où les positions des deux camps semblent pourtant très éloignées.

## #Dmitry Polyanskiy

Les règles sont là. Elles sont là, comme je l'ai dit. Elles sont écrites. Elles sont connues. Elles ne sont pas contestées. Le problème, c'est que l'Occident ne joue pas selon les règles. Quand l'Occident voit que les règles conduisent à une situation où sa suprématie, sa domination, est remise en question, il invente de nouvelles règles et dit : « Non, non, non, on va jouer selon d'autres règles. Les anciennes règles restent importantes, mais on a un autre ordre international fondé sur des règles », comme ils disent. Et c'est là que les problèmes commencent.

## #Glenn

Mais dites-moi : de quelles discussions à Vienne parlait la délégation russe auprès de l'OSCE quand elle a récemment soulevé la question ?

## #Dmitry Polyanskiy

Merci pour cette question. C'était une démarche très importante de notre part, et c'est aussi notre façon de réagir au fait qu'on ne nous donne pas la parole lors de grandes rencontres de l'OSCE. Vous savez, la troisième dimension, celle qui concerne les droits de l'homme, occupe une place très importante dans le programme de l'OSCE. Mais l'Occident a essayé de s'en réserver le monopole en organisant de nombreuses rencontres sans la Russie, puis en les présentant comme des événements

de l’OSCE. La conférence sur la dimension humaine, à Varsovie, en est un exemple. Alors, pour faire entendre notre voix, nous avons organisé ces discussions à Vienne, que beaucoup ont accueillies avec un grand enthousiasme.

La Suisse, qui assure actuellement la présidence de l’OSCE, y a participé. La rencontre a duré toute la journée. Une quarantaine d’intervenants ont pris la parole, et nous avons pu aborder de nombreuses questions humanitaires liées à la coopération au sein de l’OSCE. Nous ne cherchions à exclure personne. Tout le monde était invité à prendre la parole et à faire valoir son point de vue. À nos yeux, ce dialogue sur les droits de l’homme au sein de l’OSCE doit, d’abord, respecter les règles que nous connaissons tous et dont nous sommes convenus, et ensuite, être ouvert à tous. Et c’est dans cet esprit que nous encourageons des rencontres comme les échanges de Vienne, qui, je l’ espère, auront des suites positives.

## #Glenn

Eh bien, Monsieur Polyanskiy, merci beaucoup de nous avoir accordé de votre temps. Je vous remercie d’avoir partagé votre point de vue.

## #Dmitry Polyanskiy

Merci beaucoup.